Tragédie pour les Grecs : ça continue

Le 11-01-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

par le Parti de la démondiaisation

le 11 janvier 2020

La tragédie grecque est bien loin d'être terminée malgré le silence médiatique. La politique conduite par Tsipras, qui s'est couché, dès son élection, devant l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale, a finalement conduit à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement néolibéral revendiqué.
Pour les Grecs c'est donc la même politique qui se poursuit. Services publics exsangues, système de santé à l'agonie, taux de chômage qui explose, retraités ruinés, biens publics soldés aux multinationales, logements vendus à l'encan , salaires de misère…
Le Pardem a donné la parole à des militants grecs (de l'EPAM) qui ont présenté un état des lieux de la situation.

La situation sociale et politique subie par le peuple grec nous montre ce qui pourrait s'appliquer en France et dans tous les pays de l'Union européenne. Depuis, en effet, que les 27 pays de l'UE sont sous tutelle du Traité de Lisbonne (intégré dans notre constitution) les peuples ont perdu leur souveraineté. Les mêmes directives, les mêmes traités internationaux du commerce, les mêmes recommandations semestrielles. Toujours dans le même sens : libéralisation, privatisation, remise en cause des conquis sociaux (indemnités chômage, retraite, assurance maladie.
C'est exactement la politique de Macron, au service exclusif du marché, de la finance, des multinationales, du patronat.

Alors ne vous dites pas « la Grèce ce n'est pas la même chose que la France » ; « c'est un petit pays »... Regardez, écoutez, lisez.
La grève contre la « réforme » des retraites à points menée depuis plus d'un mois, soutenue majoritairement par la population, ne faiblit pas.
Il nous appartient de soutenir le mouvement par tous les moyens possibles : participer aux caisses de grève LIEN, créer des comités de soutien locaux, manifester, etc.

Lire ci-après l'intervention de Giorgo Georgis.

Chers camarades,

L'Union européenne se transforme de plus en plus en empire. Le 15 Septembre de cette année, Guy Verhofstadt, eurodéputé, négociateur-en-chef du Brexit et dirigeant de la faction européenne ALDE (Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe), s'est adressé aux Lib-Dem lors d'un congrès de leur parti, au Royaume-Uni :

“L'ordre mondial de demain n'est pas un ordre mondial fondé sur des États-nations ou des pays. C'est un ordre mondial fondé sur les empires... Le monde de demain est un monde d'empires dans lequel nous autres Européens et vous les Britanniques, ne peuvent défendre vos intérêts, votre mode de vie, qu'au sein d'un cadre européen, ensemble avec nous, et dans une Union européenne.”

Cette position n'est pas différente de positions similaires prises par des dirigeants de l'Union européenne, tels que Manuel Barroso en 2007, qui disait :

“Parfois, j'aime comparer la création de l'UE, à l'organisation d'empires. Nous avons la dimension d'un Empire mais il y a une grosse différence. Les empires sont habituellement nés de la force avec un centre qui impose sa volonté, ce qui affectera les autres. Ce que nous avons là désormais, c'est le premier empire non-impérial. Nous avons 27 pays qui ont pleinement décidé de travailler ensemble et de mettre en commun leur souveraineté. Je pense que c'est là une grande construction et que nous devrions en être fiers. Du moins, nous autres à la Commission, nous en sommes fiers.”

L'Empire britannique parlait de la même manière lorsqu'il reconnut officiellement le statut de *Dominion* et le “Home Rule” (*l'autonomie de gestion, NdT*) dans ses colonies en 1907 :

“Il y a des communautés autonomes au sein de l'Empire britannique, égales en statut, en aucun cas subordonnées les unes aux autres en ce qui concerne leurs affaires intérieures ou étrangères, bien qu'unies par une allégeance commune à la Couronne, et librement associées en tant que membres du *Commonwealth* britannique des nations.”

Tout comme Barroso, les colonialistes britanniques ont exprimé la même prétention. Sous le statut de *Dominion*, l'Empire britannique a déguisé son caractère impérial et est apparu comme un *Commonwealth*. Bien entendu, les peuples asservis par le colonialisme britannique ne partageaient pas cette même opinion. Par conséquent, ils continuèrent à lutter pour parvenir à une indépendance nationale totale ainsi qu'à une auto-détermination nationale.

Si, avec l'Empire britannique, nous avons eu l'introduction du statut de *Dominion* dans les colonies afin de faire cesser les luttes pour la libération nationale des peuples colonisés, avec l'Union européenne, nous empruntons une piste inverse. Nous faisons face à la soumission des États et peuples souverains d'Europe à l'empire de l'Union européenne.

Et cet empire devient de plus en plus cruel envers les peuples qui le composent, car il se comporte de plus en plus comme le faisait le Royaume-Uni impérial envers les peuples placés sous sa tutelle coloniale.

Les États-Membres de l'Union européenne Impériale, perdent leur indépendance nationale et tout caractère public afin d'appliquer les politiques suivantes :

1. La coordination transfrontalière des politiques économiques et sociales selon les marchés de capitaux européens. Des politiques communes, sans considération des particularités de chaque pays, ainsi que l'application de régulations globales ou supranationales vis-à-vis des politiques nationales, principalement en ce qui concerne le commerce, les communications, les réseaux d'énergie et d'infrastructures.

2. L'ouverture des frontières pour les capitaux, le commerce et les personnes. C'est à dire la liberté transfrontalière totale pour les mouvements de capitaux, de biens et pour les flux migratoires.

3. La limitation de la souveraineté des États en termes de juridiction. Voilà ce que signifie “la mise en commun de la souveraineté” dont parlent Mr Barroso et le reste de ses copains impériaux de l'Union européenne.

Voilà pourquoi quitter l'Euro-zone et l'Union européenne ne se fait pas sur une simple décision prise par un peuple. Les peuples quittent les empires, non pas sur une simple expression de l'opinion, mais par des luttes de libération nationales et révolutionnaires.

Dans le cas de la Grèce, cette situation prend une tournure bien plus tragique que pour n'importe quel autre pays de l'Union européenne. Le pays et son peuple ont été asservis officiellement par la dette et soumis à la liquidation totale de tous les actifs de l'État.

Avec l'arrivée de Syriza, au pouvoir, l'esclavage des memoranda fut finalisé sous un régime rigide d'occupation Dans le 3e mémorandum voté par le gouvernement Syriza-ANEL, Nouvelle démocratie (ND) et le Parti socialiste (PASOK) en Aout 2015, il a été décrété qu'aucune loi de l'État grec ne pourra être présentée au Parlement pour débat, sans que soit d'abord obtenu l'accord de la Commission européenne, du FMI et de la BCE (= *la Troïka, NdT*).

Au même moment, les mécanismes de base de l'occupation de la Grèce et le régime de liquidation ont été introduits par la création de l'Autorité indépendante de l'imposition publique (*Independent Public Revenue Authority*) et de la Société financière publique grecque (*Hellenic Public Holding Company*) .

L'Autorité indépendante de l'imposition publique est une société, une structure, spécialement conçue à cet effet et qui n'est pas soumise au contrôle du gouvernement ni du parlement grec. Elle est dirigée par une personne recrutée après approbation des prêteurs. Plus spécifiquement, le patron de cette agence est Mr Pitsilis, un ancien employé de l'Association bancaire grecque.

Quelle est la responsabilité de l'Autorité indépendante de l’imposition publique ? C'est la gestion exclusive de toute la fiscalité du gouvernement, c'est-à-dire des taxes, des impôts, y compris des amendes pour infractions routières, et des impôts émis par les collectivités territoriales.

Avec la création de l'Autorité indépendante de l’imposition publique, toutes les autorités fiscales du Ministère des finances ont été dissoutes. Les déclarations fiscales des citoyens ne sont plus déposées au Département du trésor du gouvernement, mais au Bureau de l'Autorité indépendante de l’imposition publique.

Le Ministère des finances n'a aucun droit de contrôle ou de surveillance sur cette Autorité Indépendante. L'enregistrement, la collecte et le contrôle de tous les impôts, directs et indirects, sont désormais faits par les 12 000 employés de l'Autorité indépendante, lesquels ne sont pas titulaires du statut de la fonction publique, mais agissent en tant que percepteurs privés.

Ce sont des personnes embauchées par l'Autorité indépendante pour contrôler les contribuables sans que les citoyens soient en mesure de se protéger de l'arbitraire. Les citoyens n'ont même pas le droit d'intenter une action contre l'Autorité indépendante de l’imposition publique. Tout comme c'était le cas sous l'Ancien régime, de la fin du Moyen-âge, avec l'institution de la Ferme générale.

L'unique obligation de l'Autorité indépendante de l’imposition publique, est envers les prêteurs. Autrement dit, elle doit s'assurer que le gouvernement grec respecte leur diktat à la lettre.

La deuxième institution du régime d'occupation et de liquidation mise en place sous le gouvernement SYRIZA, à la demande des prêteurs, est la Société financière publique grecque, qui a pour filiale le Fonds d’actifs des

biens publics (*Public Property Asset Fund*) – analogue à la *Treuhand* allemande (*Treuhand = confiance en allemand, NdT...*), établie, lorsque l'Allemagne de l'Ouest a annexé l'Allemagne de l'Est, pour liquider tous les biens de l'ancienne RDA. Deux autres de ses filiales sont la Société de biens immobiliers d'État (*State Real Estate Company*) et le Fonds de stabilité financière (*Financial Stability Fund*), qui a facilité le “sauvetage” des banques systémiques grecques.

La Société financière publique grecque est aussi une société spécialement conçue pour réunir tous les biens publics de l'État grec, tangibles et intangibles, y compris les biens qui selon la Constitution doivent être écartés de toute transaction, tels que les sites archéologiques du pays, les musées, etc.

La Société financière publique grecque n'est soumise à aucun contrôle institutionnel de la part du gouvernement ou du parlement grecs. C'est une contrepartie directe du Fonds européen de stabilité (*European Stability Facility*). Le gouvernement est obligé de confier de manière permanente tous les actifs publics, ainsi que les plus de 73 000 sites archéologiques du pays.

Tout cela doit être mis à la disposition du Mécanisme de stabilité européen afin d'être exploité au cas où l'État grec serait incapable de rembourser les prêts de “sauvetage”.

Ces institutions d'occupation, ainsi que la tutelle des prêteurs européens et l’évaluation trimestrielle de la politique appliquée par le gouvernement grec démontrent que la soi-disant sortie des memoranda n'est qu'un conte de fées.

Aujourd'hui la Grèce est, officiellement, un État quasi-souverain sous le pouvoir impérial de l'Union européenne. Et sous ce régime de servitude, le pays se détériore constamment.

Comme vous pouvez le voir, il y a quelque chose de bizarre et de monstrueux. Lorsque la Grèce a fait officiellement banqueroute, ce qui entraîna un sauvetage avec les memoranda, la dette publique était juste au-dessus des 130% du PIB et juste au-dessus de 300 milliards d'euros. Mais alors, la dette publique de la Grèce fut jugée insoutenable.

A la fin de l'année 2018, la dette publique de la Grèce dépassait 353 milliards d'euros et elle approchait 200% du PIB. Mais de nos jours, cette dette est considérée comme viable par les prêteurs européens et le FMI ! Pourquoi ? Parce que de nos jours, en Grèce, tout un système d'occupation, d'esclavage et de liquidation a été institué en faveur de l'Europe impériale. Et c'est précisément cela que les représentants institutionnels des prêteurs européens appellent la soutenabilité de la dette.

La Grèce est en train de vivre une explosion de la dette publique.

Il est intéressant de noter qu'en 2018, l'État grec a dû emprunter plus de 845 milliards d'euros par an et payer plus de 820 milliards d'euros en service de la dette.

Quel État dans le monde emprunte plus que 4 fois son PIB chaque année ?

Et pourtant, à la fin de Septembre 2019, l'État grec a emprunté plus de 772 milliards d'euros en 9 mois pour payer plus de 778 milliards d'euros de dette ! A la fin de cette année, l'État grec établira un nouveau record avec un nouvel emprunt totalisant plus de 900 milliards d'euros. Il est très probable qu'il atteindra environ mille milliards d'euros.

Et tout ceci sur fond d'une misère sans précédent de la population.

Le déficit budgétaire des ménages continue d'augmenter. Il a désormais dépassé 20% du revenu net disponible. Ce qui signifie que le ménage moyen grec a besoin de 20% de revenu supplémentaire disponible par an pour payer ses dépenses de consommation de base.

Ce déficit est couvert par l'emprunt et principalement par la vente des actifs des ménages, principalement des actifs immobiliers. Voilà pourquoi, et tout particulièrement ces deux dernières années en Grèce, nous vivons un changement violent de la propriété privée, en faveur de gros investisseurs et spéculateurs fonciers et immobiliers, principalement étranger.

La compression constante sur les revenus a conduit à une explosion de la dette nationale totale de la Grèce. Et pas uniquement de la dette publique.

Cela marque une augmentation significative de la dette envers l'État, qui concerne principalement les dettes fiscales. Environ 4 000 000 de contribuables, sur un total de 6 500 000, doivent aujourd'hui plus de 82 milliards d'euros d'arriérés – soit 56.5% du PIB pour 2018.

Le FMI et la Commission européenne parlent d'évasion fiscale, alors qu'en réalité, nous assistons à une impossibilité, sans précédent, de payer les taxes exorbitantes levées en dépit et contre la capacité fiscale des citoyens.

Au vu de tout ceci, une chose est certaine La Grèce continuera sa chute dans les abysses d'une dette sans cesse grandissante, jusqu'à ce que le dernier centimètre carré du territoire national ait changé de propriétaire, ou soit devenu la proie de spéculateurs et d'investisseurs cosmopolites.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire